



## POLITIQUE



Politique au Togo

### Innocent Kagbara : «ceux qui affirment être frustrés, le sont plus que qui ?»

L'honorable Innocent Kagbara, président du Parti démocratique panafricain (PDP), dans une intervention radiophonique le weekend dernier, a donné quelques conseils à ceux qui parce qu'ils ont été ...

PAGE 3

## SOCIAL



Assurance maladie au Togo

### Un progiciel de gestion intégré SAP pour l'Inam

Dans sa constante dynamique de se positionner comme une référence en matière de gestion d'assurance maladie, l'Institut national d'assurance maladie (Inam) du Togo, s'est doté d'un progiciel de gestion intégré SAP (System Application and Product for data processing). L'institut étatique et ses ...

PAGE 10

## Actions sociales

### Rotary club Lomé flamboyant fait couler l'eau potable dans le canton d'Anyonkopé

«L'eau, l'eau est là ! », cette fameuse phrase de personnages animé "Kirikou" s'est traduite dans la réalité pour le canton d'Anyonkopé situé ...

PAGE 7

## Ouverture du capital du Mifa

## Qu'est-ce-qui presse ?

C'est passé inaperçu, mais la semaine dernière marquait le troisième anniversaire du lancement du Mécanisme Incitatif de Financement Agricole (Mifa). Lancé en 2018, ce mécanisme innovant devrait être enfin l'un des seuls ou le seul moyen qui permet d'apporter à l'agriculteur togolais, les moyens et l'assurance nécessaires pour sortir de la précarité ...



PAGE 6



## Coopération décentralisée

## Pacôme Adjourouvi demande aux communes de s'ouvrir

L'ouverture vers d'autres collectivités locales, institutions publiques et privées ainsi que vers l'extérieur est importante pour toute commune qui veut relever les multiples défis liés au développement communautaire. Le développement des communes n'est pas en effet l'affaire des dirigeants de ces communes seuls. La semaine dernière, à la faveur d'un Forum sur l'action internationale des collectivités territoriales, l'honorable Pacôme Adjourouvi, quatrième vice-président de l'Assemblée nationale, a demandé aux communes togolaises de s'ouvrir.

PAGE 3

## DERNIERES HEURES

### L'Inde ouvre une ambassade au Togo

Annoncé il y a deux ans, la République de l'Inde dispose désormais de son tout premier ambassadeur au Togo. Le ministre des Affaires étrangères, Robert Dussey a reçu en fin de semaine dernière, la copie figurée des lettres de créance du représentant officiel de New Delhi, Shri Sanjiv Tandon.

Le diplomate, précédemment conseiller à l'ambassade de l'Inde au Pérou, aura entre autres pour mission, de renforcer un peu plus la coopération, déjà dynamique, entre les deux pays ...

PAGE 3

**CHINA MOUTAI**

(+228) 70340292 | DISPONIBLE DANS LES BARS - RESTAURANTS ET SUPERMARCHÉS  
IMMEUBLE MARINA BAY, BOUTIQUE N°5, BOULEVARD DU MONO

18 L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE

	<p><b>SOMMAIRE</b></p> <p>Mali / Transition <b>L'idée d'une prorogation envisagée</b></p>  <p>P 4</p>	<p>Climat et droit des affaires <b>L'Ohada réforme son manuel de procédures</b></p>  <p>P 10</p>	<p>Bassin du Mono <b>Le Togo et le Bénin veulent partager équitablement le gâteau</b></p>  <p>P 11</p>
---	--	--	---

## Echos des bénéficiaires des produits FNFI / Témoignages de M. Amegah Mawufemo promoteur de l'entreprise SITSO-FEMO CONCEPT

# «Après la signature de la convention, j'ai obtenu dans la foulée un financement de 3 500 000 FCFA»

**SITSO-FEMO CONCEPT, est un établissement de commerce général, situé à Adidogomé et dont monsieur Amegah Kodzo Mawufemo est le promoteur. Dans ses multiples recherches de sources de financements pour contrer les conséquences liées au Covid-19, il se rapproche du FNFI qui lui apprend l'existence d'un produit financier qui peut donner un coup d'accélérateur à ses activités. Dans le présent numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", le jeune promoteur partage avec vous chers lecteurs, son chemin parcouru pour l'obtention du crédit.**

«Comme nombre d'entreprises du pays, SITSO-FEMO CONCEPT a connu des difficultés financières depuis plus d'un an, à cause du Covid», c'est par ces mots que AMEGAH Kodzo Mawufemo nous accueille dans sa boutique bien aménagée qui offre une gamme variée de produits. Voulant se repositionner suite aux conséquences liées au Covid 19, le jeune promoteur se rapproche des institutions financières dont la vocation est d'accorder des financements aux ménages et entreprises. Et c'est finalement auprès du FNFI, que le promoteur chevronné et rompu à la tâche trouvera satisfaction grâce au Crédit de

Relance, mécanisme mis en place depuis août 2020 par l'Institution avec le concours de Orabank-Togo.

« Mes difficultés principales étaient liées à la mévente et à l'incapacité d'approvisionnement. Et les différents échanges que j'ai eu avec le FNFI m'ont permis de me rendre compte que j'étais éligible au Crédit de Relance. Je me suis conformé aux exigences requises puis soumis ma demande de prêt, qui fort heureusement a été validée. Après la signature de la convention, j'ai obtenu dans la foulée un financement de 3 500 000 FCFA », a laissé entendre Amegah Kodzo, occupé à servir sa clientèle.

Avec désormais le



Amegah Mawufemo

financement obtenu, d'autres choix que de le jeune promoteur n'a s'assumer. Un plan de

relance des activités avec à la clef un budget réaliste qui définit clairement les postes dans lesquels il faut investir, notre interlocuteur est dorénavant bien aguerri à remettre en selle ses activités.

« Une partie du financement obtenu a servi à l'approvisionnement de ma boutique d'alimentation générale, une autre partie a servi à acquérir des matériels de bureau pour la boutique ; et une dernière partie qui sert actuellement de fonds de roulement. Avec les différents investissements faits, je mesure déjà les améliorations induites dans mes activités. Une stratégie est mise en place afin de bien rentabiliser et faire face sans difficultés aux remboursements de mon crédit. J'encourage les promoteurs comme moi qui sont dans la même situation que moi, ou qui ont besoin d'un coup de pouce financier pour démarrer une AGR de se rapprocher du FNFI ».

KD

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Recépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LDM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 22 25 02 23 /  
90 15 38 77 / 97 97 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tic: @togomatin1  
Mson de la Presse: Casier N° 53  
Siège  
Cacovité: 04, Rue Satellite, 3e Moon avant Groupe Calper

Directeur de publication :  
Metchosso Kodziakina  
Secrétaire de rédaction :  
Rachidou Zakari  
Responsable web :  
Carlos Amevor  
Comité de rédaction :  
Françoise Gasilva  
Alexandre Wémima  
Edem Dadzie

Félix Tagba  
Edodji Nadia  
Attiptoe Edem Kodjo  
Responsable administrative :  
Gloria Léma Yagla  
Service commercial :  
DIRECT AGENCE  
Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:  
Eros Dagoudi  
Imprimerie: Direct Print  
Distribution : Togomatin  
Tirage : (2000 exemplaires)

## DERNIERES HEURES

... Le Togo et l'Inde collaborent dans plusieurs domaines, notamment l'agriculture, l'industrie ou l'énergie, et de nombreux investisseurs indiens sont présents sur le sol togolais. Il y a quelques jours, la banque indienne Exim Bank a conclu avec le gouvernement un accord de plus de 20 milliards

FCFA pour l'électrification de 350 localités rurales. L'accord, paraphé par le ministre de l'économie et le représentant de l'institution financière, au lendemain de la mise en service de la centrale solaire de Blitta, doit permettre l'électrification de 350 localités par systèmes

photovoltaïques. De façon détaillée, 2000 systèmes d'irrigation, 500 mécanismes de pompage pour l'adduction en eau potable, et 12 000 lampadaires seront installés, tandis que 500 écoles seront électrifiées.

Cette nouvelle ligne de financement (la

troisième), octroyée à travers l'Alliance solaire internationale (ASI) dont le Togo est un membre actif, s'inscrit dans la droite ligne des ambitions énergétiques portées par l'exécutif.

Le Togo entend en effet garantir à l'horizon 2030 un accès universel à des services énergétiques

fiables, durables, à un coût abordable, avec une part de 50% pour les énergies renouvelables. Pour rappel, l'Inde ne disposait jusqu'alors que d'un consulat général à Lomé.

Avec [republiquetogolaise.com](http://republiquetogolaise.com)

## Coopération décentralisée

## Pacôme Adjourouvi demande aux communes de s'ouvrir

**L'ouverture vers d'autres collectivités locales, institutions publiques et privées ainsi que vers l'extérieur est importante pour toute commune qui veut relever les multiples défis liés au développement communautaire. Le développement des communes n'est pas en effet l'affaire des dirigeants de ces communes seuls. La semaine dernière, à la faveur d'un Forum sur l'action internationale des collectivités territoriales, l'honorable Pacôme Adjourouvi, quatrième vice-président de l'Assemblée nationale a demandé aux communes togolaises de s'ouvrir.**

À présent qu'elles sont autonomes, les collectivités territoriales du Togo ont de multiples chantiers sur lesquels l'on les attend : la santé, l'éducation, la construction des infrastructures, la lutte contre les changements climatiques, l'accès à l'énergie etc... Elles ne peuvent donc pas y arriver seules. Il faut qu'elles développent une coopération agissante avec d'autres entités impliquées dans la gouvernance locale. Ayant lui-même expérimenté la gestion d'une

collectivité territoriale, puisqu'ayant été l'adjoint de Manuel Valls à la mairie d'Ivry dans la région parisienne, en France, l'honorable Pacôme Adjourouvi sait exactement quel conseil leur donner. « Une commune qui veut se développer ne peut pas le faire seule. Il doit y avoir une mise en commun des efforts afin de maximiser les chances », a déclaré le député originaire de la préfecture de l'Avé. Ces propos sont très significatifs et trop vrais. Cela doit amener les maires et leurs adjoints à s'ouvrir véritablement



L'honorable Pacôme Adjourouvi

pour rechercher des collaborations multiformes.

Les communes togolaises sont jeunes et beaucoup d'acteurs de ces collectivités territoriales manquent cruellement d'expériences en matière de gouvernance locale. Elles doivent donc

rechercher des appuis pour des apprentissages et aussi pour des partages d'expériences. « Toute coopération décentralisée entre les collectivités territoriales togolaises et l'Union européenne et leurs associations faitières constitue une importante piste de collaboration à

encourager, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des plans de développement communaux actuellement en cours d'élaboration », a précisé Joaquin Tasso Vilallonga, chef de la Délégation de l'Union européenne au Togo.

Dadzie

## Politique au Togo

## Innocent Kagbara : « ceux qui affirment être frustrés, le sont plus que qui ? »

**L'honorable Innocent Kagbara, président du Parti démocratique panafricain (PDP), dans une intervention radiophonique le weekend dernier, a donné quelques conseils à ceux qui parce qu'ils ont été frustrés par le passé, œuvrent contre l'intérêt général. Selon lui, tout le monde vit à un moment ou à un autre des frustrations.**

« Ceux qui affirment avoir été frustrés, le sont plus que qui ? », a-t-il questionné. Le député revient sur les événements que son père, Bassabi Kagbara a connus, mais qui ne l'ont pas empêché de continuer à lutter pour gagner sa vie et aider le pays à évoluer notamment sur le plan éducatif et en politique. L'honorable Kagbara reconnaît toutefois qu'il

y a des pratiques qui logiquement créent des frustrations dans le pays, notamment la hausse constante des prix des produits de première nécessité.

Il souhaite qu'il y ait une meilleure gestion des ressources, un meilleur fonctionnement de la justice, plus d'inclusivité envers les entrepreneurs nationaux et le peuple etc... Pour Innocent

Kagbara, le processus de réconciliation enclenché par le président Faure Gnassingbé doit être poursuivi, et tous les acteurs doivent s'y impliquer et arrêter de jouer aux saboteurs. Ainsi, il ne faudrait pas que pour des raisons de frustrations avérées, certains compatriotes deviennent ennemis de leur propre pays.



La rédaction

L'honorable Innocent Kagbara

## Mali / Transition

## L'idée d'une prorogation envisagée

**Au Mali, les élections ne se tiendront qu'au premier trimestre de l'année prochaine, selon le calendrier adopté. Mais depuis quelques jours déjà, l'idée d'une prorogation de ces délais semble nourrir les débats au sein de la capitale. Même si les autorités chargées de cette transition affirment et réaffirment leur ferme volonté à respecter leurs engagements, il est évident que les dates retenues sous l'égide du premier coup, d'Etat risquent de ne pas être respectées.**



Le colonel malien Assimi Goïta

L'une des conditions sur lesquelles la Cedeao avait été assez rigide reste celle du respect des échéances électorales devant conduire rapidement le pays à retrouver une vie politique

légitime et normale. Mais entre les desideratas de l'instance sous régionale et la réalité sur le terrain, le fossé semble se creuser.

A Kati, par exemple, une association de femmes

s'est ouvertement prononcée sur la fébrilité apparente des délais impartis pour organiser dans le pays des élections crédibles et acceptables par tous. Pour madame Bakayoko Mariam Coulibaly, présidente du Collectif de femmes leaders de la localité, ce n'est « autre que le prolongement de la transition, le prolongement de la durée de la transition... » qui pourrait assurer aux Maliens, selon elle, des « élections crédibles ».

Son intervention qui s'est déroulée la semaine dernière devant plusieurs

centaines de femmes et enfants, a été diffusée ensuite à la télévision nationale. Ce qui a fait réagir le milieu politique, notamment le président de la transition. Profitant d'une visite à Bamako du président de la Guinée-Bissau, le président de la transition, le colonel Assimi Goïta, a fait part de la ferme volonté de son équipe à respecter les délais, quoi qu'il arrive. D'ailleurs, affirme-t-il, des instructions ont été transmises au Premier ministre afin de veiller au respect des engagements tenus lors du sommet de la Cedeao, concernant la tenue des élections à la date prévue.

Pour y parvenir, le Premier

ministre s'activerait de son côté. Au cours d'un séminaire gouvernemental, le chef du gouvernement de transition a parlé « d'actualiser le programme de travail du gouvernement pour l'adapter aux urgences et au temps imparti ».

Une chose est certaine, les délais risquent d'être fortement perturbés si rien n'est fait par le gouvernement. A moins de 8 mois des élections dans le pays, plusieurs questions devraient trouver des réponses avant que l'on embraye raisonnablement sur des élections crédibles et transparentes, capables de remettre le pays sur les rails.

T.M.

## Côte d'Ivoire / Blé Goudé

## «Je n'ai pas encore fini avec la CPI»

**Acquitté, tout comme l'ancien président de la République de Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, Charles Blé Goudé attend jusqu'alors son passeport pour rentrer dans son pays. Dans un entretien accordé à France 24, le 24 juin dernier, l'ancien ministre sous Laurent Gbagbo a affirmé qu'il n'avait pas encore fini avec la Cour pénale internationale. En attendant donc son passeport pour rentrer en Côte d'Ivoire, Charles Blé Goudé a introduit une requête pour obtenir réparation du préjudice subi du fait de son incarcération durant 5 années.**

Il était aux côtés de l'ex-président Laurent Gbagbo sur le banc des accusés à la Cour pénale internationale de La Haye. Il a, comme Laurent Gbagbo, été définitivement acquitté, le 31 mars, pour des crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis entre décembre 2010 et avril 2011. Mais alors que le président Laurent Gbagbo a foulé le sol ivoirien le 17

juin dernier, son ancien ministre de la jeunesse lui, attend jusqu'alors son passeport. Mais pour l'heure, Charles Blé Goudé a d'autres urgences : obtenir réparation auprès de la Cour pénale internationale. « La CPI a certainement fini avec moi, moi je n'ai pas fini avec la CPI... Plus de 7 années de ma vie m'ont été bouffées.... Je n'ai pas vu mes enfants grandir.... puis

à la fin je suis innocent... ». Pour l'ancien ministre de Laurent Gbagbo, les choses ne vont pas en rester là. Son équipe de défense a introduit une requête en réparation. « Oui, je demande dommages et Intérêts ».

Acquitté par la CPI, Charles Blé Goudé espère obtenir soit une grâce, soit une amnistie pour la condamnation à 20 ans



Charles Blé Goudé

de prison prononcée par l'Etat ivoirien. Il compte profiter de cette ouverture politique des autorités actuelles mues par la vraie réconciliation pour rentrer au pays et retrouver les siens.

Evoquant l'année 2025, année électorale dans son pays, Charles Blé Goudé n'a pas voulu être clair sur

ses ambitions électorales. Mais pour lui, il faudra faire en sorte de privilégier le rassemblement et la réconciliation. Même s'il affirme son ambition de diriger la Côte d'Ivoire un jour, l'ancien ministre affirme que cette ambition ne prime pas sur les intérêts des Ivoiriens.

T.M.

## Gabon / Putsch manqué de 2019

## Les putschistes affirment avoir empêché le frère du président Ali Bongo de prendre le pouvoir

**Au cours de leur procès le 24 juin dernier, les auteurs présumés de la tentative de coup d'Etat de janvier 2019 au Gabon ont accusé le frère du président Ali Bongo d'avoir voulu prendre le pouvoir par les armes. C'est pour empêcher une telle action qu'ils ont essayé de prendre le pouvoir à leur tour.**



Les militaires putschistes de janvier 2019 au Gabon

Les neuf accusés, jugés depuis le 18 juin notamment pour « atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat

» et qui risquent la prison à vie, ont affirmé à la barre qu'ils voulaient empêcher Frédéric Bongo de prendre

le pouvoir par les armes et dénonçaient notamment la présence de « mercenaires » sur le territoire, selon leurs avocats. « Le mobile de mon client est qu'il a empêché une tentative de coup d'Etat, on ne conteste pas l'infraction, mais on tente de l'expliquer », a déclaré à l'AFP Angès Kevin Nzigou, l'un des avocats de la défense.

Le président de la Cour spéciale militaire de Libreville, a rejeté jeudi les requêtes de leurs avocats pour faire comparaître le

colonel Frédéric Bongo. Celui-ci était l'officier du plus puissant des services de renseignements du pays. Il avait été écarté du premier cercle du pouvoir neuf mois plus tard, pour être nommé attaché militaire de l'ambassade du Gabon en Afrique du Sud.

Ali Bongo se trouvait alors en convalescence au Maroc, à la suite d'un grave AVC deux mois plus tôt. Il avait disparu du paysage politique de longs mois et, durant cette absence, son directeur de cabinet, le Franco-Gabonais Brice Laccruche Alihanga, était devenu le véritable

homme fort du Gabon. Après le retour de M. Bongo sur le devant de la scène, M. Laccruche a été écarté progressivement du sommet du pouvoir jusqu'à son arrestation en décembre 2019 dans une vaste opération anticorruption baptisée Scorpion, de même que plusieurs ministres et hauts responsables réputés être ses proches. Il est toujours emprisonné, visé par divers chefs de corruption et détournements de fonds publics, et un premier procès s'est ouvert fin avril.

T.M. et Le Monde Afrique

## Aménagement de la plaine de l'Oti La BOAD accorde plus de 10 milliards FCFA au Togo

Le Togo bénéficie d'un financement de plus de 10 milliards FCFA de la Banque ouest africaine de développement (BOAD) dans le cadre du Projet d'aménagement des terres agricoles de la plaine de l'Oti (Pata-Oti). Ce financement a été approuvé par la banque le 25 juin dernier au cours de sa 124ème session ordinaire tenue par visio-conférence.

La BOAD a approuvé 9 propositions de prêts au profit des secteurs public et privé de l'Union lors de cette 124ème session ordinaire. Le montant global des prêts approuvés s'élève à 102,549 milliards FCFA. Le montant approuvé pour le Togo est de 10,734 milliards FCFA.

Ce financement est destiné au Projet d'aménagement des terres agricoles de la plaine de l'Oti: Zone 4 (Sadori, Fare et

Koukombou) et Zone 5 (Nali et Koulifikou).

L'initiative a pour objectif de faciliter l'accès des producteurs aux facteurs de production modernes. Le projet permettra aussi d'améliorer la productivité agricole et de créer les conditions d'éclosion d'une classe d'entrepreneurs agricoles.

Le Projet d'aménagement des terres agricoles de la plaine de l'Oti permettra d'aménager 1 132 hectares



Vue de la plaine de l'Oti

de terres agricoles irriguées. Il favorisera le développement en pluvial d'environ 2 000 hectares et le désenclavement de la zone du projet. Egalement comme activités prévues

dans le cadre de cette initiative, le développement de la pisciculture, la construction d'infrastructures scolaires, de santé et de commercialisation

et l'alimentation en eau potable.

Il s'agira également de mettre à disposition des agriculteurs des intrants agricoles et de leur permettre d'acquérir du matériel agricole. Le projet renferme un volet de formation et de sensibilisation. Ainsi, il est prévu une vulgarisation-sensibilisation au profit des bénéficiaires et une formation pour les cadres et des associations des usagers sur la gestion des installations et équipements de production, d'irrigation et d'eau potable.

Félix T.

### Commande publique

## Le cadre législatif et réglementaire des marchés publics va connaître une refonte

En Conseil des ministres le 24 juin dernier, le ministre de l'Economie et des Finances Sani Yaya a présenté une communication sur la refonte du cadre législatif et réglementaire des marchés publics. Cette refonte est conforme à la feuille de route gouvernementale (2020-2025).

Cette première communication sur la refonte du cadre législatif et réglementaire des marchés publics présentée par le ministre de l'Economie et des Finances en Conseil des ministres vise à mettre à jour le dispositif législatif et réglementaire de la commande publique. « Tenant compte de la

actualisation du système de gestion de la chaîne de commande publique devra renforcer les mécanismes de transparence et d'efficacité à travers plusieurs innovations. Au rang de ces innovations figure la réduction des délais des procédures, la clarification des cas de recours à la procédure



nécessité d'accélérer la mise en œuvre des projets notamment dans le cadre de la feuille de route gouvernementale, la présente communication vient faire le point sur la nécessité d'actualiser l'ensemble du dispositif législatif et réglementaire inhérent au système de gestion de la chaîne de la commande publique », a précisé le communiqué sanctionnant ce Conseil des ministres.

Selon le gouvernement,

d'entente directe et la réduction du taux de la redevance de régulation en fonction de l'évaluation qui est faite.

La refonte du cadre législatif et réglementaire des marchés publics va également permettre de professionnaliser les acteurs de ce secteur. Cette refonte vient s'ajouter aux réformes entreprises pour améliorer le cadre de passation des marchés publics au Togo.

La rédaction

### Economie maritime

## Vers l'adoption d'une convention collective pour les gens de mer

La Journée internationale des gens de mer a été célébrée le 25 juin dernier au Togo. Une conférence-débat a été organisée à cette occasion à Lomé par le ministère de l'Economie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière. La question de la convention collective est revenue sur la table de discussion.



Photo de famille des participants

La Journée internationale des gens de mer a été célébrée cette année sous le thème : « les gens de mer : au cœur des transports maritimes de demain ». Il s'est agi à travers ce thème de revenir sur le rôle primordial que jouent les gens de mer dans l'économie mondiale. En réalité l'économie mondiale dépend du transport maritime. Le commerce maritime représente environ 90% des échanges mondiaux.

Le Togo a ratifié le 14 mars 2012 la convention du travail maritime, adoptée par la conférence internationale du travail le 23 février 2006. Cette convention est rentrée en vigueur le 20 août 2013. 98 pays, soit 91% de la jauge brute de la flotte marchande mondiale ont ratifié cette convention. Elle définit les droits des gens de mer et préconise des conditions de

travail décentes.

Spécifiquement, la convention MLC 2006 vise à assurer une protection intégrale des droits des gens de mer dans le monde entier et à instaurer des règles du jeu équitables pour tous, pour les pays et les armateurs, aux fins de fournir aux gens de mer des conditions de vie et de travail décentes.

Au Togo, le processus d'adoption de la convention collective avance. Les gens de mer sont confrontés à plusieurs difficultés. « La vie des gens de mer n'est pas une succession de moments critiques, de désespoir, mais bien évidemment un état critique permanent. Les gens de mer travaillent dans des conditions bien souvent inacceptables, au détriment de leur bien-être et de leur vie pour faire vivre des milliards de personnes dans le monde », a reconnu Ismael

Koami Kodjo, directeur de cabinet du ministre chargé de l'Economie maritime.

Pour sa part, l'administrateur des affaires maritimes et directeur des affaires maritimes par intérim a indiqué que la convention collective des gens de mer sera bientôt adoptée. « Il y a une convention collective qui régit les conditions de vie des gens de mer qui a été élaborée. Nous avons fait un atelier de pré-validation. Après cet atelier, il y aura un atelier de validation. Entre la pré-validation et la validation, des travaux sont en cours entre les armateurs et les gens de mer... Bientôt on ira à l'étape de validation et le Togo se dotera d'une convention collective qui sera acceptée par toutes et par tous », a rassuré Mawaïboyodou Kpatcha Gnama.

Félix Tagba

## Ouverture du capital du MIFA Qu'est-ce-qui presse ?

**C'est passé inaperçu, mais la semaine dernière marquait le troisième anniversaire du lancement du Mécanisme Incitatif de Financement Agricole (Mifa). Lancé en 2018, ce mécanisme innovant devrait être enfin l'un des seuls ou le seul moyen qui permet d'apporter à l'agriculteur togolais, les moyens et l'assurance nécessaires pour sortir de la précarité. Faire en sorte que l'agriculteur togolais puisse espérer devenir un champion ou un entrepreneur agricole capable de rivaliser avec ses confrères de la sous-région. Pour la première fois, la notion de chaîne de valeur prenait tout son sens. Le gouvernement prenant enfin, non seulement en compte la pénibilité du travail d'agriculteur, mais le sortait également des multiples cauchemars liés aux voies d'accès et d'écoulement de sa production, l'objectif étant d'augmenter in fine le volume de financement accordé à ce secteur stratégique. Par-dessus tout, il s'agit également de structurer durablement les chaînes de valeur.**



Des fondements solides ont ainsi été posés : partenariats avec les banques, identification des spéculations, organisation des groupements en coopératives, expérimentation d'une nouvelle approche, définition d'une nouvelle vision, facilitation de l'accès des petits producteurs

des filières stratégiques aux intrants, l'innovation liée à l'assurance maladie et accident pour les producteurs etc. En faisant entrer aujourd'hui de nouveaux investisseurs dans le capital du Mifa, il est fort à craindre que la vision première du Mifa ne soit dévoyée. Faut-il le rappeler, le

Mifa est censé avoir une forte dose d'utilité publique. Le Mifa doit être le bras armé de l'Etat togolais dans l'intervention souveraine du Togo dans sa politique agricole qui constitue la colonne vertébrale de l'axe 2 du Plan national de développement tout comme Togo Invest l'est de façon globale en matière d'investissement.

L'actionnariat du Mifa est aujourd'hui constitué comme suit : l'Etat, la Fédération nationale des groupements de producteurs de coton (FNGPC), ARISE Special Economic Zone et PIA, une des branches de Olam, déjà actionnaire majoritaire dans le secteur du Coton. Pourquoi ne pas attendre de voir l'évolution et les retombées dans ce secteur avant d'accepter ouvrir le capital du Mifa au même investisseur ? Ces nouveaux investisseurs ont-ils la même vision pour le secteur agricole et s'aligneront-ils sur les spéculations stratégiques identifiées par les autorités togolaises ? Déjà porté sur la filière Soja, obligeant presque le Mifa à acheter des tonnes de Soja, Olam et ces nouveaux investisseurs sont partis pour imposer une autre culture de rente moderne au détriment de nos pauvres agriculteurs avec surtout le pouvoir d'imposer leurs prix. Ces interrogations sont légitimes.

Celles des savoirs qu'est-ce qui pressait ? A moins d'une opinion contraire, aucune évaluation n'a encore été faite du mécanisme mis en place. Les différents accompagnements des agriculteurs et coopératives n'ont pas encore subi une évaluation. Comment donc a-t-on pu choisir de faire entrer des privés, étrangers qui plus est, et de cette taille dans le capital du Mifa. Homo Economicus qu'ils sont, la logique d'affaires permettra-t-elle de faire fonctionner convenablement le Mifa ? Surtout que selon toute vraisemblance, Olam sera majoritaire dans la structuration suivie de la FNGPC. Nous sommes là en face d'un conflit trop tôt apparu entre deux chaînes de valeurs : celle financière et celle agricole.

Est-il besoin de rappeler qu'au moment où le Togo lançait le MIFA sur le modèle du NIRSAL du Nigeria, ce dernier était toujours à la phase pilote après près de 11 années d'existence ? Preuve, qu'il faut prendre le temps de bien faire les choses, en ayant surtout à l'esprit, la sauvegarde des intérêts nationaux et l'érection de nouveaux et vrais champions industriels togolais.

**Françoise Dasilva**

# ACHETEZ & LISEZ DESORMAIS



**SUR**

**MONKIOSK.com**

**www.monkiosk.com**

**OU**

**sur le portail**

**Lome.com**

**www.alome.com**

**WWW.TOGOMATIN.TG**

Zoom sur le Togo qui impacte,  
brille et ose

Suivez notre actualité sur  
whatsapp (infos en DM)  
www.togomatin.tg



: @Togomatin1



: Togomatin



: instagram.com / togomatin



: www.togomatin.tg

## Actions sociales

## Rotary club Lomé flamboyant fait couler l'eau potable dans le canton d'Anyonkopé

«L'eau, l'eau est là ! », cette fameuse phrase de personnages animé "Kirikou" s'est traduite dans la réalité pour le canton d'Anyonkopé situé dans la préfecture de Vo (Vogan à 47 km de Lomé), qui souffre énormément d'eau potable. Rotary club de Lomé flamboyant en partenariat avec le Rotary club Eichstätt-Alt Mühlthal d'Allemagne apporte l'eau potable aux populations d'Anyonkopé, de Keta-Akoda, de Kuenou et de Djankassè. Une remise officielle des ouvrages aux bénéficiaires s'est déroulée le samedi 26 juin Anyonkopé, par les rotariens en présence des autorités publiques et traditionnelles.



### Coupure de ruban symbolique

Dénommée « Ma source de vie », l'action a concerné les quatre localités ciblées désormais à l'abri des soucis d'eau potable. Grâce à cette initiative, huit (08) bonnes fontaines à raison de deux (02) par village et cinq (05) ensemble de toilettes hommes et femmes ont été construites. Cette action est conjointement financée par Rotary club de Lomé flamboyant, Rotary club Eichstätt-Alt Mühlthal d'Allemagne et par Rotary International à hauteur de 47 millions de FCFA. À travers cette réalisation, Rotary club Lomé flamboyant et ses partenaires veulent permettre aux populations des quatre villages du canton d'Anyonkopé de s'alimenter aisément en eau propre à la consommation et par la même occasion, réduire les maladies

liées à la consommation d'eau impropre et du manque d'hygiène résultant de la défécation dans la nature.

Par ricochet, cette action, qui a vu le jour deux ans après que les donateurs ont émis le vœu de la réaliser, impacte sur l'amélioration du taux de scolarisation dans les localités, en particulier celui des jeunes filles qui à cause du manque d'eau propre dans les localités, font le sacrifice d'aller chercher de l'eau à des distances importantes pour la famille.

« Nos remerciements aux Rotary clubs de venir en appui au gouvernement togolais dans sa politique d'inclusion sociale », a salué le représentant du premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé.

Le chef canton d'Anyonkopé, Togbui



### Réception de la femme

Sassou Dravie-Anyron Michel IV, n'a pas caché sa satisfaction. « Le canton d'Anyonkopé est en joie. C'est une joie inestimable qui est nôtre en ce jour. Les clubs Rotary nous ont fait don d'une richesse. Au nom du canton d'Anyonkopé, je témoigne mes profondes gratitudeux aux donateurs... Un travail de sensibilisation est de mise et cela est de la responsabilité de nous autorités traditionnelles de faire comprendre nos populations la portée de ces ouvrages afin qu'elles en prennent soin et les rende pérenne ».

« L'eau potable permet d'éviter beaucoup de maladies. Avec désormais ces ouvrages, les habitudes doivent changer. Le fait de déféquer à l'air libre est source de maladies et maintenant cela doit changer grâce aux ouvrages de nos amis rotariens. J'exhorte les populations à faire usage et bon usage des adductions d'eau et des cabines de latrines », a exhorté le préfet de Vo.

D'après le Past Assistant Gouverneur,

Victor N'Souwodji Ehe « Ces réalisations d'impact noble, venant du Rotary Club Lomé Flamboyant et son partenaire international le Rotary Club Eichstätt-Alt Mühlthal d'Allemagne permettront à nos populations de s'alimenter aisément en eau propre à la consommation d'eaux sales et infectées. En particulier celui des jeunes filles qui selon la culture du milieu font le sacrifice d'aller chercher de l'eau à des distances importantes pour la famille ».

Rotary est un club service, créé en 1905 aux USA dans le but de promouvoir un idéal de service auquel aspirent toutes professions honorables, dans la vie privée, professionnelle et publiques. Rotary Club Lomé Flamboyant a été créé en 2015 sous l'impulsion du gouverneur Maurice Etorh, nommant le Past Assistant du Gouverneur l'ami Victor Ehe comme son représentant spécial chargé à la création du Club.

**Attipoe Edem Kodjo**

**La Solution Automatisée de Marquage (SAM) protège les consommateurs contre les produits contrefaits.**

Office Togolais des Recettes - OTR

Canal OTR

+228 90 99 41 01

8201

## Photo du jour



Commentez la photo ci-dessus

## Réflexion

La vie est une guerre, si tu arrives à réaliser de belles choses, ce n'est qu'une bataille gagnée. S'il t'arrive d'échouer dans une chose, ce n'est pas encore la fin. Concentre toi sur le reste des batailles à venir; tout peut basculer à tout moment. L'on peut perdre plusieurs batailles dans une guerre et gagner une seule pour être vainqueur. De même on peut gagner plusieurs et perdre une seule pour être perdant.

# Narutino de Dios

## Blagues

une secrétaire sort du bureau de son boss très fâchée et l'un de ces collègues lui demande ce qui s'est passé?  
"car tu entres très heureuse et tu sors fâchée pourquoi?" elle répond " il m'a demandé si j'étais libre ce soir? j'ai dit évidemment je suis libre et l'imbécile m'a donné 400 pages à saisir.

une secrétaire sort du bureau de son boss très fâchée et l'un de ces collègues lui demande ce qui s'est passé?  
"car tu entres très heureuse et tu sors fâchée pourquoi?" elle répond " il m'a demandé si j'étais libre ce soir? j'ai dit évidemment je suis libre et l'imbécile m'a donné 400 pages à saisir.

**Enigme:** Rends ce calcul correct en ne déplaçant qu'une seule allumette



## Débat

J'ai vu mon propriétaire avec la femme du voisin à l'hôtel, et je n'ai rien dit. Je suis rentré chez moi et j'ai écrit sur une pancarte le nom de l'hôtel, la date, l'heure et j'ai accroché sur le portail. Ça fait 5 mois déjà qu'il ne me demande pas les frais du loyer. S'il vous plaît, dois-je lui rappeler ça ou bien je me tais?

## Introspection

Lorsque les enfants portent certains habits et mènent certains comportements immoraux, on dit que c'est la mode, c'est d'actualité et voilà jusqu'où cela nous emmène tous...  
L'éducation effective et réussite d'un enfant implique plus la responsabilité des parents que les enseignants

## Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

## PHARMACIES DE GARDE ( LOME ) du 21 au 28 Juin 2021

BOULEVARD	DOULASSAMÉ	90 89 28 49
KPEHENOU	BD H. BOIGNY	70 45 25 03
OCEANE	FACE HOTEL DE LA PAIX	96 75 25 02
PORT	FACE HÔTEL SAKAWA	70 41 54 53
KODJOVIKOPE	AV. DUISBOURG	22 20 44 71
JUSTINE	TOKOIN HABITAT	22 21 00 04
CAMPUS	ADÉWI	22 21 56 32   93 38 08 84
MAIRIE	FACE MAIRIE	22 21 26 39
ISIS	AVENUE JEAN PAUL II	70 44 83 87
YEM - BLA	258, AV. AKÉI	90 88 98 72
FRATERNITE	HÉDZANAWÉ	96 80 09 19
CITRUS	ATTIÉGOU	96 80 09 03
NOTRE DAME	TOGO 2000	96 80 10 12
APOTHEKA	KEGUÉ	70 44 33 33
MISERICORDE	BE-KPOTA A	96 80 09 45
LE PROGRES	AHADZI-KPOTA	96 80 10 00
ADIDOGOME	ADIDOGOME	22 50 54 85
SILOE	APÉDOKOÉ ATIGANGOMÉ	90 80 26 39
ACTUELLE	ROUTE DE SÉGBÉ	96 80 09 95
SEGBE	SÉGBÉ QT ZANVI	79 30 07 29
DJIDJOLE	DJIDJOLE	93 93 99 27
ST JOSEPH	BE KLIKAME	91 09 46 38
VIGUEUR	AGBALEPEDOGAN	22 51 63 30
MILLENAIRE	AGOÉ-NYIVÉ	22 51 64 31
DIEUDONNE	LEO 2000	70 44 84 59
OSSAN	CARREFOUR AVEDJI	70 40 44 25
APOLLON	AVÉDJI	70 41 01 07
SHALOM	AGOÉ-CACAVÉLI	70 49 96 51
NOUVELLE TULIPE	LÉGBASSITO	99 47 00 70
ST MICHEL	AGOÉ-NYIVÉ	70 43 30 43
TCHÉP'SON	TOGBLÉKOPÉ	70 42 94 41
EXCELLENCE	AGOÉ DÉMAKPOÉ	93 27 95 54
CHARITE	CEG D'AGOÉ-NYIVÉ	90 65 21 90
ESPACE VIE	AGOÉ LOGOPÉ	99 85 89 07
DIVINA GRACIA	AGOÉ-FIOVI	96 80 10 21
NABINE	SISE 4 AGOÉ ANOMÉ	98 97 97 96
REGINA PACIS	RN°1	99 83 90 83
SANGUERA	LYCÉE DE SANGUÉRA	99 90 89 72
GANFAT	AGOE DALIKO	70 22 15 15
LA FLAMME D'AMOUR	AGODÉKÉ	70 45 70 14
LE DESTIN	BAGUIDA	70 41 15 41

## Les bons plans et les bonnes adresses

## COURRIER EXPRESS

DHL (Otier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli )  
Tél: 22 21 68 51  
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)  
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)  
Tél: 22 21 24 96  
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68  
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

## OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV : Tél. 22 20 13 20  
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11  
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

## SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77  
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37  
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77  
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01  
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68  
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116  
  
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat  
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

## OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Otier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30  
HÔTEL BALKAN (Otier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63  
LE MERLOT (Otier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

## MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »  
Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30  
  
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19  
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72  
GYM CENTER (Otier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss);  
Tél : 90 04 76 60  
GYM FIL «O» PARC (Agoé Nyivé); Tél : 22 35 18 28  
GYM GHIS PALACE (Otier Baguida); Tél : 22 71 49 70

## AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca  
www.couleurafrique.com  
  
Larry Event Day (LED)  
Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel  
Communication, Location d'espaces  
Conseils, Wedding Planner et Décoration  
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54  
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

## SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB  
RAMCO (Otier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)  
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier);  
Tél: 22 22 74 43

## FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)  
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)  
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Otier Adidogomé, carrefour des Franciscains); Tél: 91 81 25 38

## DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19  
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90  
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Otier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30  
COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75  
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87  
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

## AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)  
Tél : 22 40 04 99

## Musique togolaise / « Tsho »

### Être jeune, c'est avoir une vision

L'arène musicale regorge des pépites d'or. Le jeune artiste « Vesti » en est une preuve parmi tant d'autres qui font bouger les lignes. « Vesti » vient de sortir un morceau, « Tsho », digne d'être qualifié de « Tube Culte ».



Vesti Dr Titi

D'après la majorité, un morceau se résume à un beat dansant. On peut dire du n'importe quoi dans la chanson. Etant donné que c'est de l'art, l'abrutissement serait permis. Apparemment, « Vesti » n'a pas la même vision des choses. Il accorde du temps et de l'attention à son texte. On ne peut même pas lui en vouloir pour cela. La musique, c'est aussi un message qu'on veut faire passer. « Tsho » est une exclamation qu'on ne saura traduire littéralement.

Dans le présent contexte, c'est une exclamation d'assurance, de confiance en soi et de confiance en l'avenir peu importe la situation. Entièrement composé en Ewé (langue togolaise), le morceau « Tsho » est parsemé de quelques phrases en français et en anglais. « Non, Il n'y a pas de temps pour s'amuser. Je veux travailler aujourd'hui pour assurer le lendemain. Je m'en fous des bavardages des gens, toutes mes réflexions travaillent pour gagner de l'argent. Je dois me battre

pour être quelqu'un. Je ne peux pas baisser les bras. Jamais, jamais. Peu importe ce qui se passe, je n'ai pas peur. Tsho ! », extrait de « Tsho » de Vesti. En ce qui concerne le morceau « Tsho », Vesti n'a pas fait les choses à moitié. Le beat a pris en compte la jeune génération tout comme l'ancienne génération. Allez-y écouter et vous jugerez par vous-même. Le beat maker « J breezy » a assumé le beat et « l'drums » a joué avec soin la trompette.

Être jeune, c'est avoir une

vision

« Être jeune, c'est avoir une vision », c'est sur cette phrase que l'auteur du titre « La Cible » achève son nouveau son « Tsho ». Du morceau au clip, Vesti véhicule un message qui mérite l'attention de chacun. « Même lorsque tout semble s'écrouler autour de toi, ne change pas tes objectifs. Bats-toi pour les réaliser. C'est dans cette perspective que je lance un appel fort à la jeunesse africaine en général et spécifiquement à celle du Togo. No time for the joke », a posté le jeune Vesti sur son YouTube.

Contrairement à la « conscience populaire » qui pense qu'être artiste est synonyme « d'échec scolaire » ou « d'abandon scolaire », un artiste peut très bien poursuivre ses études pour devenir un docteur en droit. Vesti Dr Titi vous le confirmera avec le temps.

Le scénario du clip est très intéressant et assez original. C'est donc l'histoire d'un jeune homme qui recycle des objets usés pour aller vendre. Et, au quartier il est à la risée de tous mais n'en a rien à foutre. Il a une vision, connaît sa cible et se contente de travailler.

« Être jeune c'est avoir une vision », dixit Vesti Dr Titi. C'est une citation pleine de sens qu'on a tendance à oublier. Qu'est-ce qu'une vision ? Est-ce par magie qu'une vision se réalise ? Dans la vie, on ignore souvent le prix à payer pour se focaliser sur le résultat final. Or c'est tout un processus. Avoir une vision d'être un diplomate ne suffira jamais. Ce n'est sûrement pas en faisant des siestes qu'on atteint ses objectifs. Et, on peut toujours faire des boulots alimentaires sans perdre de vue sa vision.

Nadia E.

**tm**  
TOGOMATIN

**DIRECT AGENCE**  
AGENCE CONSEIL EN COMMUNICATION

Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires ?  
Vous avez besoin d'une communication dans le journal Togo Matin ?

Contactez notre équipe exclusive  
**DIRECT AGENCE**  
Rue 131, Angle 139 Aflao-Gakli Dédjole  
(+228) 70 00 47 71 / 97 73 00 00

## Lire

### « L'éternel mari » de Fiodor Dostoïevski. Ed Beq, Pp 195-196

« ... Un moment distrait par le bavardage de Pavel Pavlovitch, il se sentait repris de son antipathie et de son aversion. Encore un peu, et il l'aurait jeté à la porte. Il était mécontent de lui-même. Voyons, je vous en prie, Alexis Ivanovitch, asseyez-vous là, près de moi, et ne vous agitez pas, supplia Pavel Pavlovitch d'une voix pleurante. Non, non ! ajouta-t-il, répondant à un geste résolu de Veltchaninov, non, Alexis Ivanovitch, ne refusez pas ainsi, définitivement !... Je vois que vous avez dû me comprendre mal : je sais trop bien que

nous ne pouvons être camarades ; je ne suis pas assez bête pour ne pas le sentir. Le service que je vous demande ne vous engage nullement pour l'avenir. Je partirai après-demain, pour toujours : ce sera comme s'il n'y avait rien eu. Ce sera un fait isolé, sans lendemain. Je suis venu à vous, confiant dans la noblesse de vos sentiments, Alexis Ivanovitch, confiant dans ces sentiments que peut-être les derniers événements ont réveillés dans votre cœur... Vous voyez avec quelle sincérité je vous parle : direz-vous encore non ? Pavel Pavlovitch était prodigieusement agité ;

Veltchaninov le regardait avec stupéfaction. Vous me demandez un service d'une telle nature, et vous insistez d'une manière si pressante que vous me mettez nécessairement en défiance. Je veux en savoir davantage. L'unique service que je vous demande, c'est que vous m'accompagniez. Au retour, je vous dirai tout, comme à un confesseur. Alexis Ivanovitch, ayez confiance en moi. Mais Veltchaninov persistait à refuser. Il refusait avec d'autant plus d'obstination qu'il sentait monter en lui une pensée mauvaise et méchante. Elle avait germé sourdement en lui dès que Pavel Pavlovitch avait

commencé à lui parler de sa fiancée : était-ce une simple curiosité, ou quelque autre impulsion encore obscure ? Toujours est-il qu'il sentait comme une tentation de consentir. Plus la tentation grandissait, plus il s'obstinait à y résister. Il restait assis, accoudé et songeur. Et Pavel Pavlovitch insistait, le suppliait, le harcelait de cajoleries. Allons, c'est bien, j'irai ! dit Veltchaninov Vous me demandez un service d'une telle nature, et vous insistez d'une manière si pressante que vous me mettez nécessairement en défiance. Je veux en savoir davantage. L'unique service que je

vous demande, c'est que vous m'accompagniez. Au retour, je vous dirai tout, comme à un confesseur.

Alexis Ivanovitch, ayez confiance en moi. Mais Veltchaninov persistait à refuser. Il refusait avec d'autant plus d'obstination qu'il sentait monter en lui une pensée mauvaise et méchante. Elle avait germé sourdement en lui dès que Pavel Pavlovitch avait commencé à lui parler de sa fiancée : était-ce une simple curiosité, ou quelque autre impulsion encore obscure ? Toujours est-il qu'il sentait comme une tentation de consentir... »

## Climat et droit des affaires

## L'Ohada réforme son manuel de procédures

**Dans sa constante mission d'offrir à l'Afrique un environnement d'affaires plus harmonieux et inclusif, une délégation de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (Ohada), s'est réunie, du 21 au 25 juin 2021 à Lomé, pour un atelier de validation dédié à son nouveau manuel de procédures dans le cadre du Projet d'amélioration du climat des investissements dans l'espace Ohada (Paci), soutenu par la Banque mondiale.**



**Aperçu des participants aux travaux**

L'Ohada a senti le besoin de réformer ses procédures, pour qu'elles soient plus en lien avec les activités que l'on souhaite mener. Conformément à la stratégie de l'Ohada, l'organisation cherche à développer un modèle économique laissant plus d'espace d'auto-financement, plus

d'efficacité et de flexibilité. La réforme a concerné le manuel de procédures qui est commun aux trois institutions de l'Ohada à savoir le Secrétariat permanent (organe exécutif), la Cour commune de juriste et d'arbitrage (organe judiciaire), l'Ecole régionale supérieure de la

magistrature. L'objectif de cette réforme est de mieux servir les milieux d'affaires et être plus proche des besoins des commerçants, des grands investisseurs et de mieux conseiller et accompagner les Etats pour que les règles Ohada soient mieux appliquées. Il s'agit ainsi de

favoriser les échanges, les investissements pour créer plus de richesse.

Le droit Ohada doit garantir la sécurité juridique et judiciaire des activités économiques, afin d'encourager les investissements. En tant que zone juridique intégrée, et non simplement harmonisée, l'Ohada constitue un facteur d'attractivité et de compétitivité pour les entreprises. Avec l'avènement de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), l'Ohada qui a une vocation panafricaine apparaît comme le partenaire idéal de l'Union africaine pour apporter à l'intégration économique continentale l'accompagnement juridique nécessaire. L'Organisation entend ainsi engager une profonde réforme organisationnelle interne à travers la définition d'un modèle économique viable et la mise en œuvre d'une gouvernance transparente, saine et responsable.

L'Ohada entend harmoniser et moderniser le droit des affaires en Afrique afin de garantir dans les Etats membres la sécurité juridique et judiciaires, accompagner les milieux d'affaires privés et publics et attirer les investissements tant domestiques qu'internationaux.

**L'Ohada en chiffres...**

Une communauté de 17 Etats membres provenant de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Océan Indien. 4 langues officielles : français, anglais, espagnol et portugais. Un marché de plus de 275 millions de consommateurs. Un PIB cumulé de plus de 200 milliards d'USD. Des règles de droit unifiées dans 10 domaines substantiels du droit des affaires. Un système performant, sécurisé et transnational de règlement des différends.

**Attipoe Edem Kodjo**

## Assurance maladie au Togo

## Un progiciel de gestion intégré SAP pour l'Inam

**Dans sa constante dynamique de se positionner comme une référence en matière de gestion d'assurance maladie, l'Institut national d'assurance maladie (Inam) du Togo, s'est doté d'un progiciel de gestion intégré SAP (System Application and Product for data processing). L'institut étatique et ses partenaires ont rendu public, le 25 juin 2021, ce joyau numérique révolutionnaire aux multiples avantages.**

Le progiciel de gestion intégré SAP est issu de la mise en œuvre du projet de l'Inam dénommé Malfakassa. « SAP a été choisi par l'Inam à la suite d'un long processus. La journée d'aujourd'hui est une consécration pour la phase de mise en exploitation du logiciel déjà prêt pour utilisation », a expliqué Adogli Komigan, directeur du projet Malfakassa.

L'avantage du progiciel de gestion intégré SAP de l'Inam se situe à quatre niveaux : le personnel (agilité dans la gestion du personnel, amélioration du travail collaboratif) ; les organes de gouvernance (assurance information financière fiable, aide à la décision, disponibilité de Reporting en temps réel) ; les prestataires de soins (intégration avec l'outil de traitement des factures/feuilles de soins, optimisation des délais de paiement).

Le progiciel de gestion intégré SAP de l'Inam est également bénéfique pour l'assurance maladie

universelle (traitement des données en masse (flux de cotisations et de règlement des prestataires) ; l'implémentation d'un environnement assurant la haute disponibilité (Réputation, fiabilité, facilité de réparation, robustesse) et l'assuré (amélioration de la prise en charge due à la satisfaction des prestataires de soins).

« Si nous en sommes là, c'est grâce au leadership des premiers responsables de l'Inam qui ont une vision claire pour leur structure. Nous en tant que intégrateurs, avons fait notre partition. L'équipe projet interne de l'Inam et l'équipe projet dans son entièreté ont fait preuve d'une communication permanente », s'est félicité, Sakarya Koné, directeur général group ALINK Télécom. ALINK est l'intégrateur dont le rôle a été très important dans la planification, l'exécution, et l'accompagnement dans l'implémentation pour la réussite du projet.



**Myriam Dossou-d'Almeida (à gauche) lors du lancement**

Le directeur général du groupe SAP Afrique francophone, Hicham Iraqi Houssaini, a participé au lancement par visioconférence depuis le Maroc. « Le secteur assurance est un secteur important dans le processus de développement. Nous sommes heureux de voir une telle innovation numérique dans une grande structure du Togo qu'est l'Inam », dit-il.

A travers ces solutions informatiques, l'Inam fait une avancée remarquable dans la modernisation et la transformation de son système d'information pour faire face aux enjeux et défis de la couverture maladie universelle qui sera progressivement mise en œuvre conformément au PND et la feuille de route du gouvernement 2020-2025.

« Après les phases de conception, de réalisation, de formation des utilisateurs,

de recettes, nous sommes à la phase de lancement officiel qui marque l'opérationnalisation du logiciel ERP SAP (Go-Live). Je suis fier du Togo qui a réussi le pari d'offrir aux citoyens une couverture d'assurance maladie qui leur permet de se soigner sans se ruiner depuis bientôt dix (10) ans. (...) Le choix de l'Inam de se doter de la solution SAP vise à optimiser la gestion de l'ensemble de nos processus supports et à supprimer les multiples logiciels qui fonctionnent jusque-là en silo. Cette solution a l'avantage de simplifier les tâches avec pour impact l'amélioration de la qualité de services fournis aux clients », a déclaré Myriam Dossou-d'Almeida, directrice générale de l'Inam.

Pour l'utilisation du logiciel, l'Inam a opté pour quatre (4) modules: Module Finance (FI), Module Controlling

(CO), Module Human Capital Management (HCM) et Module Materials Management (MM). Aujourd'hui, avec l'Inam, 405 000 bénéficiaires accèdent au bénéfice d'une prise en charge par plus de 4500 prescripteurs dans près de 1 000 centres de soins de Lomé à Cinkasse. L'Inam a-t-il fait le bon choix d'un tel logiciel ? « Oui », a répondu Sakarya Koné, directeur général group ALINK Télécom.

SAP est une entreprise allemande de droit européen qui conçoit et vend des logiciels, notamment des systèmes de gestion et de maintenance, principalement à destination des entreprises et des institutions dans le monde entier. SAP est le premier éditeur de logiciels en Europe et le quatrième dans le monde. Son produit le plus connu est le progiciel de gestion intégré SAP ERP. La société emploie plus de 100 000 personnes dans plus de 180 pays.

SAP est le premier éditeur de logiciels en Europe et le quatrième dans le monde. Son siège se trouve à Walldorf, en Allemagne, et le groupe dispose de bureaux régionaux sur les cinq continents.

**Attipoe Edem Kodjo**

## Bassin du Mono

## Le Togo et le Bénin veulent partager équitablement le gâteau

**Le Togo et le Bénin, deux pays voisins qui se partagent un important cours d'eau qu'est le bassin du Mono, n'ont pas d'autres choix que de collaborer afin que chaque partie soit satisfaite en ce qui concerne sa gestion. À la suite de la mise en place de l'Autorité du bassin du Mono (ABM) en 2019, les parties prenantes se familiarisent progressivement avec certains concepts clés comme la diplomatie de l'eau. Mais, que pensent au juste les acteurs de la façon dont les deux pays doivent gérer le bassin du Mono au profit de leurs populations respectives ?**



Photo de famille des acteurs

« Nous avons besoin de rester ensemble dans la gestion de ce bassin pour le bien de nos deux peuples, sur le plan agricole, de l'élevage, de la pêche etc... Nous remercions Dieu qu'à ce jour, il n'y a pas de conflits et nous continuerons à œuvrer pour qu'il en soit toujours ainsi », nous a confié Christophe Megbedji, président du Comité de gestion du bassin du Mono au Bénin et préfet du département

du Couffo. Dans le cadre du projet Building river and governance (BRIDGE/4e phase) qui est une initiative de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), un soutien pour les pays partageant un bassin fluvial ou lacustre, dans la mise en œuvre d'une gestion efficace des ressources en eau partagées, les acteurs étaient en séance de renforcement

de capacités à Avépozo au Togo la semaine dernière.

« L'idée derrière cette rencontre était de renforcer les capacités des acteurs sur les termes clés comme le partage des bénéfices, la diplomatie de l'eau, le droit international. L'idée est aussi d'aider l'ABM, à développer les outils de gestion du bassin du Mono. Avec le panel des experts de l'ABM, nous allons continuer le travail,

notamment l'élaboration de la cartographie des acteurs, la cartographie des ressources. Nous allons connecter l'ABM avec d'autres agences gestionnaires de la ressource », a affirmé Mewouth Thang Armel, coordonnateur du projet BRIDGE à l'UICN.

La société civile n'a pas été oubliée. Mawoussé Hountondji, directeur exécutif de l'ONG Jeunes volontaires pour l'environnement (JVE) au Bénin, qui travaille depuis bientôt une dizaine d'années sur le bassin du Mono, apprécie que les autorités togolaises aient pris des dispositions pour associer la société civile aux travaux. La voix de la société civile qui est souvent plus proche des populations, est en effet très importante dans la gestion des ressources de nos territoires.

« Nous sommes venus ici pour renforcer nos capacités sur la diplomatie de l'eau. Il s'agit de l'ensemble des éléments que nous devons connaître

pour pouvoir négocier l'utilisation de la ressource qui est partagée entre deux pays. Heureusement, la ressource dont nous parlons, le bassin du Mono, est partagée par deux pays dont les peuples sont pratiquement des frères. Toutefois, il faut maîtriser cette notion afin de prendre en compte les aspirations de tous les acteurs », a déclaré Mawoussé Hountondji.

Adjama Affo Boni, directeur de cabinet du ministère de l'Eau et de l'Hydraulique villageoise, représentant son ministre, a pour sa part, conclu : « chacun de nous a pu comprendre comment il faut gérer ce bassin qui nous est commun. Nous devons faire en sorte qu'il ne soit pas un bassin conflictuel, mais qu'il puisse profiter à nos deux peuples ». Il faut préciser que le Togo assure la présidence du Conseil des ministres de l'Autorité du bassin du Mono.

Edem Dadzie

## Abus et trafic illicite des drogues

## L'ONG RAPAA à la rencontre des usagers des drogues de Bè

**L'ONG Recherche, action, prévention, accompagnement des addictions (RAPAA) a organisé le samedi dernier une séance de sensibilisation et de remise de dons avec les usagers des drogues du canton de Bè à Lomé. Cette activité se situe dans le cadre de la journée internationale de lutte contre l'abus et le trafic illicite des drogues, célébrée le 26 juin de chaque année. Cette année, elle a pour thème : « partagez des faits sur les drogues. Sauvez des vies ».**

Les usagers de substances psychoactives constituent un groupe particulièrement vulnérable. Ils présentent un état de santé précaire, sont moins bien informés, ont un faible accès aux services de base, vivent dans des conditions difficiles et se trouvent dans une situation de désocialisation, de désinsertion familiale qui les fragilise.

Au cours de l'intervention de samedi dernier dans l'îlot de consommation du quartier Bè-Aklassou,

les équipes de l'ONG RAPAA ont pu toucher 82 usagers par groupes restreints de 15 personnes afin de respecter scrupuleusement les gestes barrières contre le Covid-19. Des outils de prévention tels que les affiches, les dépliants et autocollants ont servi à diffuser les messages de vigilance. L'activité a ainsi permis d'informer et de sensibiliser les usagers des drogues sur les risques liés à la consommation de substances psychoactives, en particulier les risques



Différents types de substances psychoactives

d'infection aux IST/VIH-Sida soit par la contamination sanguine (utilisation et partage d'objets souillés), soit par la contamination sexuelle (rapports sexuels non protégés, non consentis, violences sexuelles). On note qu'en dehors des masques de protection contre la Covid-19, l'ONG RAPAA a aussi distribué des savons, 800

préservatifs aux usagers des drogues. Un repas leur a aussi été offert. Selon le directeur exécutif de l'ONG RAPAA, Jules Apedjinou, « l'intervention a été menée grâce à une démarche participative et communautaire développée par l'ONG RAPAA depuis 2016 ».

« Celle-ci se caractérise par la participation des responsables d'îlots afin de faciliter le contact

avec les usagers des drogues et les mobiliser. Elle se concrétise aussi par l'implication des autorités traditionnelles locales. Cette approche permet de toucher la population riveraine de l'îlot qui bénéficie ainsi des informations diffusées », a-t-il précisé. L'activité du samedi dernier a été réalisée en collaboration avec le Programme national de lutte contre le Sida (PNLS), le Conseil national de lutte contre le Sida et les IST (CNLS-IST), avec l'appui technique et financier de l'ONU Sida. Les usagers des drogues sont dirigés vers le centre d'écoute de RAPAA pour bénéficier des différents services d'accompagnement et de prise en charge qui y sont offerts.

E. Dadzie



**C** **M**  
**H** **O**  
**I** **U**  
**N** **T**  
**A** **A**  
**I**



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ



DISPONIBLE DANS LES BARS . RESTAURANTS ET SUPERMARCHÉS / IMMEUBLE MARINA BAY . BOUTIQUE N5 . BOULEVARD DU MONO

INFOLINE: +228 70340292 /   MOUTAI CHINA TOGO & BÉNIN